

## Introduction

Il n'est pas possible d'observer avec attention les événements de ces dernières années, sans être persuadé qu'un mouvement profond s'accomplit dans les esprits, sous l'influence de cette obsédante « affaire », dont la trahison de Dreyfus a été l'occasion.

Au milieu des polémiques de presse, des agitations populaires et des intrigues politiques, on a vu s'opérer comme de lui-même et par l'effet d'une loi supérieure aux combinaisons humaines, un nouveau classement des partis.

Avant ce souffle de tempête qui a remué l'âme de la France jusque dans ses profondeurs, nous assistions à une sorte de dissolution des partis. La masse s'abandonnait à l'indifférence et toutes ses tendances diverses, en augmentant le désarroi des idées, contribuaient au maintien d'un régime qui conduit méthodiquement la France à la mort.

L'Affaire a modifié cette situation.

Elle n'a pas mis un terme à nos divisions — loin de là — elle n'a pas diminué le nombre des partis politiques qui se partagent la France, mais elle les a groupés, syndiqués — pourrait-on dire — en deux masses compactes, sinon homogènes qui, par l'opposition ardente et radicale de leurs tendances, forcent les convictions à s'affirmer.

Dreyfusards d'un côté, nationalistes de l'autre, voilà les deux grands courants d'opinion qui entraînent aujourd'hui, en sens contraire, non seulement les anciens partis, mais la masse des indifférents.

La nouveauté des mots n'est ici qu'une image de la nouveauté des idées et de l'imprévu des situations. Sous la pression des événements, le cadre des vieux groupements s'élargit, le moule des préjugés séculaires se brise ; il semble que, de part et d'autre, un invisible aimant attire tout ce qui, dans notre France, tend à refaire ou à défaire la patrie.

Ce classement nouveau, spontané, instinctif des partis, est un événement de la plus haute importance, et dont les effets auront, sans doute, une grande influence sur l'avenir du siècle nouveau. C'est l'occasion, pour beaucoup de Français, d'observer, de réfléchir, de dégager leur esprit d'idées reçues sans contrôle, et de se sentir vivre enfin dans l'atmosphère morale qui leur convient.

Un pareil mouvement d'idées qui s'accroît peut-être encore, à la faveur des événements, mérite d'être étudié ; il est nécessaire de se rendre compte des lois auxquelles il obéit, il est sage de tâcher d'en entrevoir la portée et d'en prévenir les écarts.

Avec une sûreté de vue et une logique qui ne se rencontrent guère chez les individus, les partis politiques et les écoles philosophiques ou religieuses qui se partagent l'opinion ont su discerner le groupe auquel ils se rattachaient naturellement. Sous la bannière dreyfusarde, avec les juifs pour centre, se sont groupés les protestants, les francs-maçons, les anarchistes, les socialistes, les intellectuels, c'est-à-dire les partis essentiellement révolutionnaires qu'anime avant tout la haine du Christ et de l'Église.

L'idée nationaliste, ou plutôt l'instinct de l'âme française a groupé tout ce qui reste encore de la vieille nation baptisée ; les uns fidèles à sa foi religieuse et à sa foi politique, les autres gardant au moins l'amour de sa littérature, de ses arts, de ces gloires du sol et de la race qui font la patrie : catholiques, royalistes, antisémites, patriotes, artistes, poètes, écrivains en qui vibre l'âme de la France, soldats fidèles au drapeau ; jamais les éléments restés sains de la nation française ne s'étaient rapprochés dans un élan plus spontané.

Rien n'est plus complexe, en apparence, et plus disparate que cette coalition où l'on voit d'anciens membres de la Commune combattre aux côtés de royalistes intransigeants, où des académiciens fraternisent avec des ouvriers, où des anticléricaux notoires ne craignent pas de soutenir une cause pour laquelle les meilleurs catholiques font des vœux.

Et pourtant, cette rencontre d'hommes appartenant aux partis les plus opposés s'explique facilement.

Au milieu de la confusion des idées et de l'émiettement des partis politiques, une vérité à peine entrevue jusque-là est apparue soudain à tous les regards. On a compris qu'il y avait en France un parti ennemi de la France, et ceux-là mêmes qui ont la charge de gouverner la France, de la servir, de la défendre se sont montrés ouvertement complices de ce parti de l'étranger.

À cette vue, tout ce qui reste encore de Français fidèles à la voix du sang s'est levé, de tous les points de l'horizon politique ou religieux, en un mouvement d'irrésistible colère, contre le parti de la trahison.

C'est un phénomène unique, peut-être, dans l'histoire, qu'un peuple dont l'existence est menacée ne puisse plus compter pour se défendre que sur l'initiative des particuliers.

Ce qui est la raison d'être de l'État est devenu, en France, le programme d'un parti, parce que l'État poursuit la fin contraire.

Sans doute, le parti qui veut que demain il y ait encore une France compte presque autant d'adhérents qu'il y a de Français, mais la minorité dissidente représente officiellement et gouverne effectivement la France.

Un pouvoir prévaricateur, et toute la nation dans l'opposition, tel est le conflit actuel dans sa redoutable acuité.

Mais il y a dans l'excès même du mal et dans la violence de la réaction qu'il provoque, un dernier espoir de salut. Si le divorce entre la France officielle et la vraie

France est plus scandaleux qu'à aucune époque, il est moins récent qu'on ne pense et cette évidence d'un mal trop longtemps ignoré est un progrès.

Le mouvement nationaliste, s'il n'est pas violemment ou perfidement détourné de sa voie, peut être le point de départ d'une réaction puissante, le premier effort des Français pour reconquérir la terre des aïeux et reconstituer ce qui fut la France.

Ce n'est pas sans une émotion profonde qu'il nous est donné de surprendre, au milieu du fracas des luttes quotidiennes, les symptômes du travail plus lent et plus caché qui s'accomplit dans les âmes.

Comme dans une mer démontée, on n'aperçoit à la surface de nos luttes politiques que désordre et confusion, mais une étude plus attentive des manifestations de la pensée contemporaine fait voir des courants profonds, réguliers, irrésistibles, qui portent à leur insu les institutions et les hommes vers le but que Dieu a marqué.

Ces grands courants de la pensée, ce sous-sol de la politique, nous voudrions les explorer.

La moindre déviation, à l'origine d'un mouvement de ce genre, peut avoir des conséquences irréparables et lointaines. Le monde, malgré tout et malgré lui-même, est gouverné par les idées; si les événements peuvent hâter leur triomphe, ce sont elles, à leur tour, qui préparent et provoquent les événements.

Il est donc souverainement nécessaire de dégager les idées vraies, les instincts légitimes qui fermentent au sein du nationalisme et d'éliminer, s'il est possible, les germes malsains que ce torrent grossi par tant d'affluents divers charrie dans ses flots.

Sous le nom de nationalisme ou de parti nationaliste, nous ne désignerons d'ordinaire aucun groupe organisé; ce que nous dirons du nationalisme ne vise en particulier ni la *Patrie française*, ni la *Ligue des patriotes*, mais

l'ensemble de toutes les associations et de tous les partis qui forment l'opposition.

Nous ferons remarquer, en second lieu, que le parti catholique, pour employer l'expression en usage depuis cinquante ans, n'a eu de part déterminante ni à l'éclosion, ni au développement du nationalisme.

L'attitude du clergé français a été pleine de réserve et de dignité en face de l'agitation dreyfusiste.

Les sociétés catholiques composées principalement de laïques, les orateurs et les écrivains catholiques les plus en vue, auraient pu descendre dans l'arène; ils en avaient le droit, ils ne l'ont point fait; aucun groupe, aucune individualité catholique ne figure parmi les créateurs et les chefs du mouvement nationaliste.

Ainsi, les sectaires se trompent, à moins qu'ils ne trompent, quand ils représentent le nationalisme comme une manœuvre cléricale ourdie dans les sacristies.

Ce qui est vrai cependant, c'est que l'idée catholique est favorable au nationalisme et combat avec lui; ce qui est vrai encore, c'est que la masse des catholiques français n'a eu besoin ni de consulter, ni de se concerter pour entrer — disons mieux — pour rester dans le grand courant national; elle en fait partie intégrante, elle y est parce qu'elle ne saurait être ailleurs. Cela est tellement vrai que tout effort pour l'en détourner serait vain et que les rares dissidents, assez aveugles pour en concevoir le projet, n'oseraient pas même tenter de l'accomplir.

L'ennemi n'a donc pas tort, quand il accuse le catholicisme de favoriser le nationalisme.

Il en est ainsi, non par notre fait, ni par le fait de nos alliés, mais en vertu de cette logique supérieure à laquelle les hommes obéissent même à leur insu, même malgré eux.

Le mouvement nationaliste, dans son origine et à son point de départ, est donc favorable à l'Église par cela seul qu'il est juste et bon.

La suite de ce travail nous montrera que le nationalisme, pour des raisons de même nature, est favorable à la monarchie française.

Il ne pouvait pas en être autrement. Le réveil du sentiment national surexcité par la trahison devait amener les Français à se tourner, comme d'instinct, vers tout ce qui a fait et conservé la France.

La foi catholique et la loi salique sont les deux assises de la patrie française.

Les ennemis de la France le voient clairement, beaucoup plus clairement que la plupart de ses défenseurs.

Cependant, parmi les hommes de la génération qui arrive en ce moment à la vie publique, il en est un bon nombre que leurs traditions de famille et leur éducation ne préparaient pas à grossir les rangs du parti royaliste et qui lui apportent le concours de leurs convictions et de leur talent.

Or, ce n'est pas vers la monarchie constitutionnelle et parlementaire ou vers l'empire plébiscitaire que se tournent les écrivains et les philosophes de la nouvelle école française, c'est vers la royauté traditionnelle représentée par un prince <sup>1</sup> qui a pu dire : « Tout ce qui est national est nôtre. »

Le libéralisme qui fit tant de ruines dans l'ordre religieux et dans l'ordre politique, au cours du dix-neuvième siècle, est résolument et effectivement rejeté par la jeune école royaliste.

L'antisémitisme fait partie du programme de la monarchie moderne et le parlementarisme en est banni.

---

1 -(Note de l'éditeur, 2022) Il s'agit du prince Philippe (VIII), duc d'Orléans (1869-1926). Le père Charles Maignen, comme la grande majorité des royalistes en son temps, estimait que les princes d'Orléans étaient les légitimes successeurs du comte de Chambord au regard des lois fondamentales du royaume.

Ainsi, depuis un siècle, la Révolution travaille à séparer la France de l'Église et de la monarchie, et voici qu'à l'aurore du vingtième siècle les Français commencent à reconnaître que le sort de la France est lié à celui de l'Église et de la monarchie chrétienne.

Un parti plus politique que religieux a vainement opposé la cause catholique à celle de la royauté française.

Il invoque en sa faveur les « directions » que le Saint-Père a données aux catholiques français dans l'encyclique du 16 février 1892 <sup>2</sup> et traite de « réfractaires » tous ceux qui ne font pas un acte de foi en l'excellence du régime démocratique.

Nous ne serons pas intimidés par ces clameurs.

Il nous suffira de rappeler les paroles authentiques de Léon XIII pour montrer que les catholiques français peuvent travailler en toute liberté à procurer à leur patrie les bienfaits d'un gouvernement national et traditionnel.

Nous indiquerons en même temps à quels écarts de doctrine et de conduite se laissent aller ceux d'entre nous qui prêtent aux « directions pontificales » une signification qu'elles n'ont pas.

Nous nous adressons donc aux hommes de tous les partis et nous nous efforçons de leur montrer quel est, dans la crise actuelle, le rôle du catholicisme, dégagé des malentendus et des compromis par lesquels les conciliateurs ont fait perdre à beaucoup d'esprits la juste notion des idées et des faits.

La diversité des éléments qui composent le parti nationaliste peut devenir un danger. Si les catholiques y laissent prévaloir certaines tendances encore vagues et individuelles, tout sera compromis, et nous risquons de faire une nouvelle halte dans l'erreur.

---

2 - (Note de l'éditeur, 2022) LÉON XIII, *Au milieu des sollicitudes*.

De grands progrès ont été réalisés dans le domaine des idées, sous la pression des événements et grâce aux leçons de l'expérience, mais il en reste encore de plus grands à accomplir.

Nous nous appliquerons à montrer aux hommes d'intelligence et de bonne volonté qui se dévouent au salut commun, les conséquences de certaines théories dont la fausseté n'apparaît pas encore à leur esprit.

Illusions libérales chez les uns, utopies démocratiques chez d'autres, ignorance religieuse, préjugés gallicans, respect humain, ambitions césariennes, fétichisme parlementaire, autant d'obstacles contre lesquels se heurte le réveil national et qui risquent de faire dévier ce mouvement libérateur.

C'est une tâche difficile de faire face à tant d'adversaires et de dire la vérité, même à ses amis. Mais les hommes auxquels nous nous adressons ont l'âme élevée et le cœur loyal; ils veulent le bien, ils y tendent fortement; que Dieu leur soit en aide!

Dieu seul, en effet, peut retirer la France du gouffre où elle se débat...

En présence de la grandeur du péril, les hommes, quels qu'ils soient, paraissent bien petits. Sans le secours d'en haut, ils ne sauraient conjurer le danger de mort qui menace la patrie.

Mais ce secours, nous l'espérons et nous l'attendons avec confiance. Nous ne trouvons pas, dans cette espérance, une excuse à la timidité ou à l'inertie, mais plutôt un motif de courage et une excitation au combat, sachant comme notre Jeanne d'Arc que, si les hommes d'armes bataillent, c'est Dieu qui donne la victoire.